

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 944

22 novembre 2012

prix : 0,70 €

Economie

De quoi le pacte de compé-
titivité est-il le nom ? **2**

Austérité



L'Europe se mobilise **3**

Logement

Le collectif Un toit pour tous
s'adrese au préfet **5**

Cinéma

Festival des trois continents
Edition 2012 **6**

Mariage pour tous un progrès largement attendu

Par
Véronique
Mahé,
conseillère
régionale
et conseillère
municipale
de Saint-
Joachim



7



Offensive en cours de l'armée israélienne sur la bande de Gaza!

Jusqu'où ira la campagne lancée le 14 novembre avec l'assassinat du chef militaire du Hamas, suivi le lendemain par la mort de trois israéliens tués par un missile palestinien ? Les saisons électorales israéliennes sont souvent propices aux escalades militaires, en 96 au Liban, en 2008-2009 à Gaza, déjà. C'est à nouveau le cas aujourd'hui.

La nouvelle offensive était prévisible et ne présage rien de bon pour la paix au proche-orient.

Tandis que les occidentaux soutiennent clairement le droit d'Israël à se défendre contre le Hamas, la Russie quant à elle juge les raids israéliens « disproportionnés » aux tirs de roquettes des groupes armés palestiniens. Dans le monde arabe, l'Égypte qui joue habituellement les intermédiaires, a jugé inacceptable « l'agression » israélienne et a rappelé son ambassadeur.

ISRAËL DÉCLARE LA GUERRE AU HAMAS... SUR TWITTER.



L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par Marie Annick BENÂTRE

Résignation ou mobilisation !

Les urgences sociales résonnent à toute volée autour de nous ! Mais, pendant ce temps là, Hollande et son gouvernement assument les choix budgétaires, TVA comprise, assommant la justice sociale sous le poids de leur politique de rigueur. Le candidat Hollande fustigeait la finance, le Président Hollande plie sous les injonctions du Medef, de l'Europe libérale, des marchés financiers.

Dans ce contexte des interrogations s'installent dans les têtes : la gauche est-elle condamnée à l'impossibilité de répondre rapidement aux besoins sociaux ? Est-elle réduite à l'impuissance face aux forces du capital ? Ne peut-on tenir contre le rouleau compresseur des politiques européennes austéritaires.

La résignation est mauvaise conseillère ! Il nous faut alors relever la tête ! C'est nécessaire et c'est possible ! Car, il y a aussi de la colère ; l'écart grandit entre une attente sociale immense et les choix gouvernementaux. Le 14 novembre en a été une première expression, cette journée en appelle d'autres.

« Prenez le pouvoir » : ce slogan du Front de gauche dans les campagnes de ce printemps est plus que jamais

Le rapport de force favorable au mouvement progressiste se construira par une intense bataille d'idées et de propositions alternatives au discours dominant.

d'actualité. Le changement sera l'œuvre de la mobilisation ou ne le sera pas. Le rapport de force favorable au mouvement progressiste se construira par une intense bataille d'idées et de propositions alternatives au discours dominant. Contrairement à ce qu'on cherche à nous faire croire, nous ne sommes pas responsables de cette crise. Il est important de démontrer que les choix faits aujourd'hui ne vont rien régler, qu'un projet alternatif à celui du capitalisme financier, austéritaire est possible.

Il est important de redonner confiance et espoir aux salariés et aux citoyens afin qu'ils deviennent acteurs de la lutte. C'est ce que nous faisons à propos de STX en faisant converger mobilisation des salariés, de la population et des élus pour le développement des chantiers.

Rassemblons-nous pour nous faire entendre et gagner le changement !



De quoi le pacte de compétitivité est-il le nom ..?

Le scénario était bien mis en scène... La droite et le patronat commentaient le contenu du rapport GALLOIS avant même sa publication ! Au terme d'un séminaire ministériel d'une journée, le premier ministre à détaillé son « pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi ». Faisant preuve d'une autosatisfaction naïve, J-M Ayrault à même été jusqu'à déclarer avec fierté : « nous avons été plus loin que le rapport ! ».

Revenons en arrière sur les enjeux de classes.

Depuis un an, le Medef pariait sur la victoire de Sarkozy, pour obtenir un cadeau de 60 milliards sur la fiscalité patronale et les cotisations sociales, afin d'accroître la rentabilité financière pour leurs actionnaires. Les français en ont décidé autrement, en chassant le candidat de la droite et en exigeant « le changement maintenant ! »

Dès lors, avec l'aide appuyée de ses médias, la droite revancharde et le grand patronat n'ont eu de cesse avec la complicité des organismes internationaux (FMI, OMC, Banque mondiale), et la pression de la commission européenne, de s'arc-bouter sur un objectif : ce qu'ils n'avaient pu obtenir par les urnes, ils l'obtiendraient par une offensive sur le gouvernement « d'amateurs ».

Hélas, le moins que l'on puisse dire, c'est que le gouvernement socialo-écologique n'a pas résisté. Négligeant le soutien populaire, il a cru amadouer l'adversaire politique en allant au devant de ses exigences ! Ce ne sera pas les 60 milliards en une fois, mais le tiers en trois ans à partir de 2014. Le patronat et la droite ont

beau jeu de feindre de critiquer « l'usine à gaz »...pour l'essentiel ils ont eu gain de cause.

Sur le fond le chantage libéral repose sur « la concurrence libre et non faussée » du libre échange, dont l'Union européenne et l'OMC sont les maîtres d'œuvre.

Sous le prétexte hypocrite de la menace de la délocalisation, le maintien de l'emploi sur le territoire est conditionnel : « je reste à condition que vous fassiez des réformes structurelles ».

C'est à dire toujours plus de liberté pour les employeurs et toujours moins de droits pour les salariés. Les gouvernements des pays dont les entreprises sont soumises à la concurrence de la production à bas coûts et à faible protection sociale, tentent de préserver le niveau des profits des entreprises en transférant les cotisations sociales du patronat vers les salariés, les retraités, les consommateurs, les contribuables... A la pression sur les salaires vient donc s'ajouter une fiscalité plus injuste et une réduction des prestations sociales (le salaire indirect).

Cela contribue à peser sur le pouvoir d'achat de la majorité de la population, qui ne peut maintenir leur niveau de vie (satisfaction des besoins vitaux de leur famille) que par un recours croissant à l'endettement au moment même où leurs ressources financières deviennent plus fragiles. D'où l'émergence depuis une dizaine d'années du phénomène des « travailleurs pauvres » ayant un emploi, mais pouvant être SDF !

Il est clair que ce n'est pas là le chemin de la rupture nécessaire pour sortir de la crise du capitalisme mondialisé.

De vous à moi

« Encore un effort camarades syndiqués » !

Nous n'aurons pas attendu longtemps entre le cours magistral du président sur le pacte de compétitivité et les travaux pratiques proposés par RENAULT: si les syndicats acceptent d'ici à janvier de signer un accord de compétitivité en vue d'une plus grande flexibilité, la direction s'engage à ne pas fermer d'usine en France. « Donnant-donnant », comme en Espagne. Pas de chômage, mais... d'avantage de jours travaillés...peut être même pour gagner moins.

Quoi c'est du chantage ! Tout de suite les gros mots ! C'est juste une version française de la flexibilité à l'allemande. D'ailleurs le projet choc du MEDEF à d'autres bonnes idées : « assouplir » les CDI, réduire la durée de l'aide après un licenciement... Chez Renault, pour la prochaine réunion avec la direction, la CGT promet une grève ce jour là contre ce qu'elle considère comme un simple chantage à l'emploi.

En bref

La fronde de l'ordre des cliniques privées.

« La gauche matraque la médecine libérale et veut soviétiser le système hospitalier ! » Sur les réseaux sociaux une cohorte de praticiens souvent minoritaires s'est lancée dans une grève annoncée comme illimitée. Les contestataires n'avaient pas « les limites » du tarif excessif. C'est vrai que 150 % du plafond de la sécu...C'est un peu juste pour une moyenne de 16000 euros par mois pour un anesthésiste.

Pétition contre la grève des spécialistes du bloc opératoire.

Deux professeurs de l'hôpital public de la pitié Salpêtrière (Grimaldi et Vernant) dénoncent la grève indécente et corporatiste des spécialistes des cliniques privées.

63800

C'est le nombre d'emplois détruits en un an dans notre pays.

198 millions d'euros

C'est la somme que réclame le fisc français à Amazon.com, en raison de déclarations à l'étranger de chiffre d'affaires réalisés en France. De quoi ne pas oublier qu'il reste encore dans notre pays des librairies et des disquaires indépendants !

527



C'est le nombre de français qui disposent d'un compte sur l'île de Jersey et font comme Amazon.com : de "l'optimisation fiscale".

64%

C'est le pourcentage des sympathisants UMP à souhaiter le retour de Nicolas Sarkozy en politique. Il semble pourtant que les français aient statué en mai dernier !

Fillon é-copé.

A quelques jours du scrutin, qui désignera le chef de l'UMP, la tension ne retombe pas entre les deux protagonistes. Copé ne s'est pas privé de dénigrer « l'opposition en pantoufles » de son adversaire Fillon, déclarant que « la droite ne saurait s'abaisser à descendre dans la rue ». L'ancien premier ministre n'en peut plus... « Reconnaissez que c'est agaçant de passer pour un agresseur quand on est une victime ».

C'est qu'ils nous feraient pleurer ces deux là !

Port : de grands projets jusqu'en 2016.

Dans les quatre ans à venir ce sont 120 millions d'euros que le port entend investir : 40 seront consacrés à la modernisation des infrastructures existantes et 80 relèveront de la création pure. Il est prévu d'étendre le terminal à conteneurs et de déplacer le terminal roulier pour répondre à l'augmentation des trafics dans ce secteur. Le projet d'éolien offshore vient en rajouter. Un pôle industriel de trente hectares va être construit à Montoir pour permettre l'implantation d'usines vouées aux énergies marines renouvelables. Alstom a déposé les permis de construire. Un deuxième petit bloc pour réceptionner les mâts et les pales, stocker, pré-assembler avant de réexpédier vers les champs éoliens, va être réalisé en aval du pont de Saint-Nazaire près de la forme Joubert..



En Loire-Atlantique



L'écho du congrès

La commission de transparence s'est réunie le 21 octobre dernier à Trignac. Cette commission composée de Claude Aafort, Marie-Annick Benâtre, Françoise Cabon, Véronique Mahé, Pedro Maia, Mireille Pernot, Catherine Rouge et de Robin Salecroix, est chargée de veiller au bon déroulement du congrès sur notre département.

Durant cette première réunion, le comité a acté que la base commune votée par le Conseil national le 14 octobre serait envoyée aux communistes via un supplément des Nouvelles de Loire-Atlantique (voir le dernier numéro). Par ailleurs, elle a précisé que la base commune choisie et envoyée par le CN sera le document de travail de congrès.

La commission veillera et demandera aux Sections d'organiser les débats en faisant en sorte de faire participer le maximum de communistes. Elle sera également attentive à ce que les contributions individuelles et collectives ainsi que les comptes rendus de débats des cellules et sections soient disponibles sur le site internet de la fédération ainsi que sur papier auprès de la fédération ou d'un responsable de section. Bien entendu, les questions, les thématiques, les sujets... soulevés dans ces contributions et comptes rendus seront traités dans le « dossier congrès » des Nouvelles de Loire-Atlantique.

Pour ce qui est de la consultation des 14 et 15 décembre, un courrier sera adressé aux adhérent(e)s comprenant le matériel de vote et la note explicative du vote. Ce courrier sera envoyé après le Conseil national du 21 novembre, date à laquelle nous aurons l'ensemble des textes alternatifs validés par le CN. Il y sera précisé que les adhérent(e)s ont jusqu'au 10 décembre pour envoyer leur vote s'ils choisissent le vote par correspondance.



Préparation du congrès : assemblée Générale extraordinaire du 10 octobre

Dans un second envoi (dans le courant du mois décembre), les communistes recevront le calendrier complet du congrès qui comprendra les dates, heures et lieux des congrès de sections.

Pour le vote, les listes d'émargement seront établies à partir des listes de cotisants. Il sera possible de régulariser sa cotisation au moment du vote.

Bien évidemment, seuls pourront voter les adhérent(e)s à jour de cotisation depuis au moins les 3 derniers mois. Pour les nouveaux adhérent(e)s qui auront adhéré moins de 3 mois avant la consultation, il faudra qu'ils soient à jour de cotisation depuis la date de leur adhésion. Les secrétaires de cellules et de sections préalablement informés seront habilités à recueillir les votes des adhérents de manière matérielle et à les transmettre aux bureaux de votes établis. Les votes se feront uniquement par correspondance ou physiquement dans un bureau de vote.

Il n'y aura pas de possibilités de vote par téléphone, par email ou par procuration (en donnant son vote à une personne autre que le secrétaire de cellule ou de Section). Les enveloppes de votes seront ouvertes au moment du dépouillement. La commission de transparence sera aussi la commission de vote.

Vite lu vite dit

Transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique vers Notre-Dame des Landes : Communiqué du Groupe Communiste à la région des Pays de la Loire

Au terme d'un long débat et d'enquêtes, et d'indemnités des résidents encore en cours la construction de l'aéroport permettant le transfert de Nantes Atlantique est en phase active.

Cet équipement, sous la responsabilité de l'état, est non seulement attendu pour le désenclavement et le développement du Grand Ouest, mais aussi pour l'amélioration des conditions de sécurité et de qualité de vie des 600 000 habitants aujourd'hui survolés à basse altitude.

Aussi, les élu(e)s régionaux communistes ont été et demeurent favorables à sa réalisation.

Ils sont et resteront vigilants sur les aspects suivants :

- Le nombre et la qualité des emplois générés par ce grand chantier, puis dans la phase de fonctionnement de l'équipement.
- Le raccordement ferroviaire de l'aéroport sur la ligne Nantes-Châteaubriant par tram-train, au plus près de la mise en service de l'aéroport, mais aussi la réalisation de la ligne rapide Nantes-Rennes-Sud Bretagne à l'horizon 2033.
- Le remboursement des fonds publics (40,4 Millions d'euros pour la région) avec le dispositif de retour à meilleure fortune, ainsi que du produit de la vente des terrains libérés à Nantes Atlantique, au prorata de la participation de chaque collectivité
- La préservation de l'environnement et de l'agriculture :

Sur place avec l'exécution du plan de gestion agro-environnemental (un plan concerté sans précédent d'un montant de 41 millions d'euros, soit 10% du coût de la plateforme) et la mise en œuvre du Périmètre de Protection des Espaces Agricoles et Naturels périurbains (PEAN) concernant 19 000 hectares entre l'aéroport et la métropole.

En Sud Loire, avec l'utilisation des terrains libérés pour limiter l'étalement urbain et le mitage des espaces agricoles par l'immobilier.

L'Europe contre l'austérité

A l'initiative de la Confédération Européenne des Syndicats (CES), quarante organisations dans vingt-trois pays européens avaient appelés à la mobilisation contre l'Europe de l'austérité le 14 novembre dernier. En Espagne, au Portugal, en Grèce, en Italie comme en France... **des dizaines de milliers de manifestants ont défilé dans les rues du vieux continent.** En Espagne, au Portugal où les mesures de la troïka se font lourdement ressentir les rues étaient noires de monde.



« Que dans tous les pays européens, les syndicats se soient mis d'accord pour un même jour, dans un même mouvement, dénoncer les politiques d'austérité en Europe, c'est un acte fort qui doit être entendu par tous les chefs d'Etat européens » déclarait Bernard Thibault. Souhaitons que pour une fois, ces chefs d'Etat prêtent plus l'oreille aux salariés qu'aux financiers.

En France, pas moins de 130 manifestations se sont déroulées à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FSU, Unsa, Solidaires mais aussi de l'Unef et de l'union nationale lycéenne. A Nantes et Saint-Nazaire, c'est près de 3000 personnes qui ont défilé pour "l'emploi, la solidarité en Europe et contre l'austérité".

En effet, comment penser relancer l'économie en poursuivant, pour le patronat et la finance, les cadeaux que l'on fait payer

aux salarié-e-s et aux habitant-e-s ? **C'est bien le capital qui est en train de tuer notre économie en tuant l'investissement et les dépenses publiques.**

Et pourtant, rien y fait, à mesures que les politiques libérales font preuves de leur échec, un nouveau tour de vis est proclamé et fait peser de lourdes menaces sur l'économie, les situations sociales des ménages et l'emploi.

L'emploi justement, c'est la grande préoccupation des français au moment même où les plans sociaux s'ajoutent les uns aux autres.

L'emploi, sa sauvegarde, c'est aussi la raison pour laquelle **les salariés des chantiers navals STX (voir page 4) ou encore de Micmo ou d'Alcatel étaient présents dans les mobilisations de Nantes et Saint-Nazaire.** La veille, Cfdt, Cgt, Sud et Unsa du secteur des télécoms ont consacré la journée à mobiliser les salariés. En effet, alors que cette filière continue de produire des richesses importantes, les plans sociaux et réduction d'emplois frappent tous les salariés du secteur.

Non, l'austérité ne passe pas et ne passera pas !

NOUVELLE RENAULT CLIO
Financée et Garantie 5 ans

199 € / MOIS

à partir de

Location Longue Durée sur 61 mois
SANS APPORT ET SANS CONDITION DE REPRISE

(1) Exemple pour Nouvelle Renault Clio Authentique 1.2i 130 CV en location longue durée sur 61 mois pour un kilométrage maximum de 50 000 km. Coassurance obligatoire (17000€) - 6,5. Emplacement Clio (6Ann) - 127. Financement du véhicule chez votre concessionnaire en fin de contrat avec paiement des frais de reprise à l'échéance et des frais supplémentaires. Sous réserve d'approbation par Renault. Le crédit est de 10 000 000 €. - 14. valeur de l'achat initial - 10 000 000 €. - 15. 100 000 €. - 16. 100 000 €. - 17. 100 000 €. - 18. 100 000 €. - 19. 100 000 €. - 20. 100 000 €. - 21. 100 000 €. - 22. 100 000 €. - 23. 100 000 €. - 24. 100 000 €. - 25. 100 000 €. - 26. 100 000 €. - 27. 100 000 €. - 28. 100 000 €. - 29. 100 000 €. - 30. 100 000 €. - 31. 100 000 €. - 32. 100 000 €. - 33. 100 000 €. - 34. 100 000 €. - 35. 100 000 €. - 36. 100 000 €. - 37. 100 000 €. - 38. 100 000 €. - 39. 100 000 €. - 40. 100 000 €. - 41. 100 000 €. - 42. 100 000 €. - 43. 100 000 €. - 44. 100 000 €. - 45. 100 000 €. - 46. 100 000 €. - 47. 100 000 €. - 48. 100 000 €. - 49. 100 000 €. - 50. 100 000 €. - 51. 100 000 €. - 52. 100 000 €. - 53. 100 000 €. - 54. 100 000 €. - 55. 100 000 €. - 56. 100 000 €. - 57. 100 000 €. - 58. 100 000 €. - 59. 100 000 €. - 60. 100 000 €. - 61. 100 000 €. - 62. 100 000 €. - 63. 100 000 €. - 64. 100 000 €. - 65. 100 000 €. - 66. 100 000 €. - 67. 100 000 €. - 68. 100 000 €. - 69. 100 000 €. - 70. 100 000 €. - 71. 100 000 €. - 72. 100 000 €. - 73. 100 000 €. - 74. 100 000 €. - 75. 100 000 €. - 76. 100 000 €. - 77. 100 000 €. - 78. 100 000 €. - 79. 100 000 €. - 80. 100 000 €. - 81. 100 000 €. - 82. 100 000 €. - 83. 100 000 €. - 84. 100 000 €. - 85. 100 000 €. - 86. 100 000 €. - 87. 100 000 €. - 88. 100 000 €. - 89. 100 000 €. - 90. 100 000 €. - 91. 100 000 €. - 92. 100 000 €. - 93. 100 000 €. - 94. 100 000 €. - 95. 100 000 €. - 96. 100 000 €. - 97. 100 000 €. - 98. 100 000 €. - 99. 100 000 €. - 100. 100 000 €.

DIAI - Financements et Services

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ÉTOILE
380, route de la Côte d'Amour - Océanis - SAINT-NAZAIRE
02 40 17 20 20

Un appel pour les chantiers

Les perspectives de développement pour les chantiers navals de Saint-Nazaire paraissent pour le moment très aléatoires, c'est la raison pour laquelle des responsables syndicaux, politiques, associatifs, entendent lancer un appel pour soutenir la construction navale nazairienne.

MSC croisière, principal client des chantiers a gelé ses investissements, comme la plupart des croisiéristes. Saint-Nazaire est confronté à une logique du mono-produit qui fait peser de graves risques sur son avenir. L'effectif du chantier est aujourd'hui à son plus bas niveau et le chômage partiel va croissant.

Pour autant, la construction navale à de l'avenir, c'est ce que pensent les premiers signataires de l'Appel des 50 qui attendent une intervention forte de toute les parties prenantes (direction, Etats, collectivités).



La Navale a de l'avenir !

4

Lire

Les premiers signataires

ROBIN Marie-Claude, Secrétaire générale de l'Union Départementale CGT 44, **SEASSAU Aymeric**, Secrétaire départemental du PCF, Conseiller régional délégué, Référent du bassin d'emploi de Saint-Nazaire, **MERCIER Isabelle**, Secrétaire générale de l'Union Départementale CFDT 44, **GRALEPOIS Alain**, Secrétaire départemental du PS, Vice Président du Conseil Régional, Président du groupe socialiste, **MAHE Sabine**, Maire de Trignac, **BATTEUX Joël**, Maire de St Nazaire, **HUDE Didier**, Secrétaire général de la FSU, **BRUNACCI Jean**, Secrétaire général de l'Union Syndicale Solidaire 44, **BOUILLE Marie-Odile**, Députée, **VAUGRENARD Yannick**, Sénateur, **RICHARD Gilles**, Secrétaire général de l'UNSA Saint Nazaire, **DAVID Fabrice**, Secrétaire général de l'Union Locale CGT St Nazaire, **Gérard BOURGUE-NOLLE**, Secrétaire Général UL CFDT Saint-Nazaire, **DAVID Roger**, Conseiller général.

ANDROMAQUE Katell, Porte Parole de la Gauche Anticapitaliste, **AUFFRET Anne**, Maire de Donges, **BAUDET Marie Christine**, Conseillère municipale, **BIZEUL Emmanuelle**, Conseillère déléguée, **BONTEMPS Gilles**, Vice Président du Conseil régional, **CAUCHY Sylvie**, Maire de Besné, **CHESNAIS Laurette**, Porte Parole Gauche Unitaire, **CLEMENT Pascale**, Adjointe au Maire, **COCHIN Julie**, Conseillère régionale, **COTONNEC Annaïg**, Conseillère générale, **COTTA Christophe**, Conseiller municipal, **DAVY Jacques** délégué CGT EDF RTE, **DELAHAIE Hubert**, Conseiller communautaire, Président du groupe communiste **CARENE**, **DENIS Philippe**, Conseiller régional délégué, Président du groupe communiste, **DES-NOS Francine**, Secrétaire générale du Comité régional CGT, **DEVEDEC Yves**, secrétaire général CGT Airbus Nantes, **GUILLE Marcel**, secrétaire général USTR CGT 44, **GROSDOY Augustin** Responsable du Parti de Gauche Saint-Nazaire, **HOTTELARD Jeannine**, Adjointe au Maire, **LE BAIL Chloé**, Vice Présidente du Conseil Régional, **LEBRONZE Marcel**, Secrétaire général du SNUIPP 44, **LEMAITRE Michèle**, Maire de Montoir, **MAHE Véronique**, Conseillère régionale, Conseillère municipale, **MAHOUR Kada**, Conseiller municipal, **MANARA Alain**, Secrétaire de l'USTM CGT 44, **NORVAL Dominique**, Conseillère municipale, **PERRON Olivier**, Conseiller municipal, **PONTAC Pascal**, secrétaire général CGT Ports et Docks Nantes/Saint-Nazaire, **PROVOST Eric**, Adjoint au Maire, **RAY Michel**, Conseiller municipal, **RENEVOT Yvon**, Secrétaire de la Section PCF St Nazaire, **RICORDEAU Yvan**, Secrétaire de l'Union régionale CFDT, **ROUSSEL Fabrice**, Maire de La Chapelle/Erdre, **SAMZUN David**, Adjoint au Maire, **SAULNIER Christian**, Vice Président de la CARENE, Président du groupe communiste St Nazaire, **THOUZEAU Eric**, Conseiller régional.

Appel des 50 La Navale a de l'avenir, nous nous mobilisons pour la défendre !

Avec ses milliers d'emplois directs et indirects et une activité industrielle stratégique, le chantier STX constitue un enjeu économique et social de premier plan, pour Saint-Nazaire, pour le bassin d'emplois, pour le pays.

Aujourd'hui, la situation est plus que préoccupante, elle est grave avec un carnet de commande au plus bas et de nombreux salariés au chômage total ou partiel.

Nous, citoyens, personnalités politiques, associatives et syndicales appelons à la mobilisation la plus large de toutes et tous, et en premier lieu des pouvoirs publics et des actionnaires pour gagner les solutions de nature à sortir de la

situation de crise actuelle, renforcer et développer la filière navale dans son ensemble et le chantier STX en particulier.

Nous demandons :

- Une **intervention forte et déterminée** de la direction de STX France, de l'Etat actionnaire et des collectivités locales pour renforcer la place de la France dans le capital, et gagner dans l'urgence des commandes de navires sans exclusives.

- **Des investissements de haut niveau** au chantier.

- **La défense de tous les emplois** dans la navale, chez STX, les sous traitants, dans les entreprises intérimaires.

Ils ont dit...

Marie-Claude Robin - Secrétaire de l'UD CGT 44

La navale est en danger. **Mobilisons nous ensemble pour qu'elle vive.** Les rencontres successives avec le Ministre du redressement productif, A.Montebourg, sont restées sans réponse, ni aucun signe volontaire du gouvernement et du patronat. Les salariés subissent à nouveau du chômage partiel jusqu'à la fin de l'année, sans perspective pour 2013.

C'est pourquoi une cinquantaine d'acteurs du département se mobilisent pour exiger des actes forts pour la sauvegarde des emplois dans la navale, l'investissement et la pérennité du chantier.

Des solutions sont possibles. L'Etat est actionnaire dans certaines entreprises qui ont besoin de navires, comme GDF pour les méthaniers, la SNCM pour les ferries, et la flotte de navires français à besoin de se renouveler.

Alors qu'attend le gouvernement pour lancer des commandes au seul et unique grand chantier naval français ?

Les énergies marines renouvelables sont un plus pour l'emploi, mais cela ne suffira pas à garantir la survie du chantier.

Nous devons tous nous rassembler pour les emplois, le développement des chantiers navals et du bassin économique.



Eric Thouzeau - Conseiller régional PS

La Navale vivra ! Mobilisons pour l'emploi !

La navale et tous ses sous-traitants, mais aussi Alcatel-Lucent, Micmo-Gitane... Notre département n'est pas épargné. **Toutes les forces progressistes doivent se rassembler pour défendre l'emploi.** Face à cette crise sans précédent, l'action de redressement productif du gouvernement est indispensable. **Nous devons la prolonger par une mobilisation populaire.** Il faut maintenir les compétences en matière de construction navale dans notre pays, et donc à St Nazaire. Il faut gagner dans l'urgence des commandes de navires. Les salariés des chantiers et de leurs sous-traitants sont porteurs d'un savoir-faire qu'il faut préserver. Des emplois peuvent aussi être consacrés à une **démarche de diversification**, comme celle entreprise vers les énergies renouvelables soutenue par le Conseil régional. La compétitivité c'est investir dans la recherche et dans la formation. Cela passe aussi par une stratégie industrielle de filières et la création de la banque publique d'investissement. Les grands groupes privés, en se soumettant à la seule loi du marché, ont trop souvent renoncé à toute vraie stratégie industrielle au profit de logiques financières de court terme. **C'est bien à la puissance publique et à ses investissements de créer les conditions d'une sortie de la crise** dans laquelle le capitalisme financier nous a précipité.



Aymeric Seassau - Secrétaire départemental du PCF, Conseiller régional

Nous ne laisserons pas casser la navale !

Depuis que le chantier a réduit sa stratégie à la mono-production de paquebot, les emplois ont diminué de moitié, à STX et chez les sous-traitants. Le sous investissement se révèle aujourd'hui dramatique. Si des suppressions d'emplois interviennent à nouveau, c'est l'existence même du chantier qui est menacée. STX nous doit des comptes ! Chacun doit prendre ses responsabilités, y compris l'Etat actionnaire pour gagner les commandes nécessaires et garder les salariés dans les entreprises. Il y a urgence ! **L'avenir de la navale à Saint-Nazaire passe par la mobilisation populaire, politique et syndicale la plus large.** Le PCF et ses élu(e)s continueront d'agir de toute leur force pour gagner une politique industrielle nationale basée sur des filières stratégiques, pour la construction d'un pôle public bancaire répondant aux besoins de financement de l'industrie, pour la diversification dans la construction de navires à Saint-Nazaire, pour des investissements de haut niveau au chantier, pour le développement de l'emploi statutaire à STX et chez les sous-traitants. La navale a de l'avenir, nous continuerons de la défendre !



NLA à rencontré **Gérard Bourguenolle**, Secrétaire de l'UL CFDT de Saint-Nazaire

NLA : Quelle est l'urgence pour les chantiers ?

Gérard Bourguenolle :

L'urgence est bien entendu de décrocher une commande. Mais, pour garantir l'avenir, **les priorités doivent aller vers la diversification.** Se pose aussi le problème du financement. Aujourd'hui pour vendre un bateau, il faut vendre le financement avec. Il faut régler le problème du montage financier et il manque aujourd'hui en France une banque d'Etat pour cela. Il faut aussi faire face à la période actuelle de sous-charge, notamment par **le prêt de salariés que seule la CFDT propose et qui a fait ses preuves avec d'autres entreprises en difficulté.**

Enfin, nous soutenons la piste de l'éolien qui peu donner du travail, on reste sur de la métallurgie. Le problème est que cela ne se fera pas en un an et là encore il faut travailler sur la formation.



Je soutiens l'appel :

NOM..... Prénom :.....
Adresse..... Mail :.....

A retourner à PCF 44 - 41 rue des Olivettes 44000 Nantes - pcf44@wanadoo.fr - 02.40.35.03.00

Prison : pas la peine d'en rajouter !

C'est le thème retenu cette année pour les JNP (Journées Nationales Prison). L'occasion, pour les 14 Associations réunies dans le collectif prison 44, d'échanger avec le public sur les réalités de la prison et de tout ce qu'il y a autour (famille, professionnels...). Rappelons qu'1 personne sur 1000 est incarcérée aujourd'hui, et que plus de 500 000 personnes ont un proche en Prison. La Prison concerne beaucoup de français, elle concerne tous les citoyens, pourtant peu de gens savent ce qu'il s'y passe... Un riche programme de spectacles et débats du 27 novembre au 1er décembre, à découvrir sur www.prisonjustice44.free.fr

Chômage, précarité : tous concernés !

Le 1er décembre, chômeurs et précaires feront entendre leur voix dans la rue et manifesteront pour dénoncer la situation d'un nombre croissant de personnes exclues des droits élémentaires (emploi, revenu, logement, accès aux soins et à la culture...) AC ! - APEIS - CGT chômeurs - MNCP exposent ensemble: Les chômeurs et précaires attendent encore des réponses à leurs besoins immédiats et revendications. Ils affirment qu'une véritable politique de l'emploi et des revenus est possible par une répartition équitable des richesses. Le chômage et ses conséquences concernent toute la société. Aussi, salariés, retraités et tous les citoyens sont appelés à manifester et soutenir !

Le social au cœur

5

Un toit, un droit qui ne peut attendre !

en situation d'errance, ce qui les fragilise et les expose à de nombreux dangers pour leur santé et leur vie. »



Le Collectif de mobilisation pour les sans logis (dont la lutte durant des semaines avait permis le logement provisoire de dizaines de personnes), s'est adressé le 6 novembre au Préfet de Loire Atlantique, dans une lettre ouverte.

Il l'interpelle sur les « plus de 150 000 personnes sans domicile dans notre pays, dont Un millier, dans le département. Le 115 saturé n'arrive toujours pas à répondre aux nombreuses demandes » (93% de refus sur Nantes). « Les personnes accueillies par la Veille Sociale le sont presque tout le temps de manière temporaire : chambres d'hôtel, foyers... Les personnes restant alors sans abri sont

Aussi, le collectif demande la mise en place immédiate de dispositifs d'hébergement adaptés, pas seulement pour les familles, car il y a de très nombreuses personnes isolées et à la rue dans l'agglomération nantaise.

Refusant que des personnes soient à la rue contre leur gré, il exige l'accueil inconditionnel, dans un lieu digne et adapté et le suivi social de toute personne à la rue.

Et pour cela :

un renforcement immédiat du 115 et du Samu social pour faire face au sous-effectif et au dysfonctionnement évidents ;

l'ouverture au plus vite de nouveaux bâtiments inoccupés, l'application de la loi de réquisition ;

la mise à l'abri sans condition de l'ensemble des personnes à la rue, quelle que soit leur situation administrative ; »

Le collectif termine sa lettre en disant attendre des propositions concrètes, après avoir rappelé que « dans sa circulaire du 17 octobre, le Premier ministre dit que l'accès à un logement ou un hébergement est un droit dont nul ne doit être exclu, le dispositif d'accueil doit répondre aux demandes et apporter des solutions toute l'année ». Et, la circulaire interministérielle précise que « dès à présent, il vous revient d'organiser et de coordonner la mobilisation des acteurs en veillant à l'inconditionnalité de l'accueil, la continuité de la prise en charge et à l'égalité d'accès au service d'accueil et d'hébergement ».

Dont acte ! ou plutôt : après les écrits, des actes sont attendus, par ceux qui ceux qui ne peuvent attendre !!!

Soutien du PCF aux «Micmo»

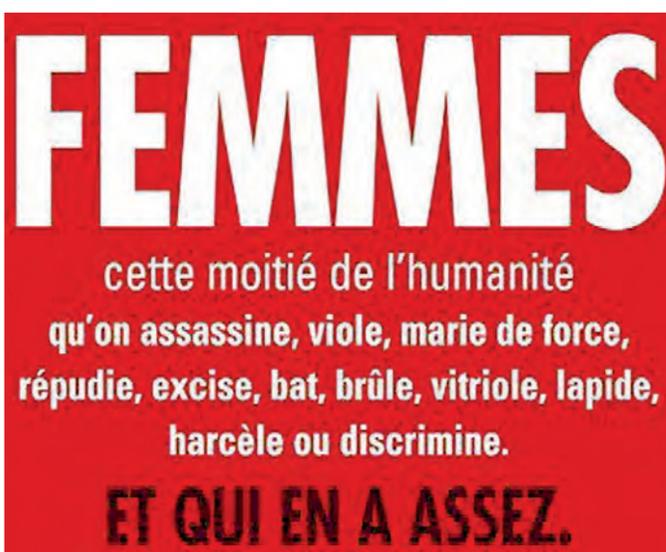
La section du Pays de Retz communique :

Le Parti Communiste Français, membre du Front de Gauche, exprime son inquiétude sur la politique de Cycleurope, et soutient les salariés de l'usine historique de fabrication de vélos Micmo. Bien que dégageant un résultat d'exploitation de 800 000 €, ce site industriel du Pays de Retz est placé en redressement judiciaire à la demande d'un propriétaire désireux de se désengager confortablement. *

Ceci constitue une menace pour plus de 250 travailleurs de Micmo Machecoul mais également pour l'avenir de leurs familles et des populations du territoire. Si nous saluons les prises de positions locales, ce qui se passe à Micmo n'est pas un cas isolé et appelle à des changements politiques à l'échelle nationale.

Pour assurer le redressement économique et social, il faut dès aujourd'hui interdire tout licenciement boursier et créer un Pôle Public Bancaire capable de financer la production de richesses et l'emploi sans se soumettre à la dictature des actionnaires et des marchés financiers. De même, il est crucial de renforcer l'implication des travailleurs dans les directions et de leur donner la possibilité de posséder leur outil de travail par la reprise en coopérative. Les parlementaires et élus Communistes travaillent à mettre en place ces solutions.

Nous sommes solidaires des salariés de Micmo et nous appelons tous les acteurs publics à faire le nécessaire afin de pérenniser l'activité et les emplois locaux et appelons de nouvelles orientations nationales contre la crise économique et l'austérité.



Le verdict du procès pour viols collectifs de Créteil a soulevé une vague d'indignation : victimes maltraitées et insultées, procédure interminable, classement sans suite antérieur, victimes non protégées habitant toujours dans le même quartier que les agresseurs, acquittements éhontés... Ce verdict cristallise la façon dont le « pays des droits de l'Homme » prend en compte les violences faites aux femmes où seules 10% des victimes osent porter plainte. L'ampleur des violences faites aux femmes (viols, violences conjugales, harcèlements...), l'absence régulière de sanctions de ces violences, tout ceci doit changer !

Ensemble, toutes et tous :

Exigeons (comme en Espagne) une loi cadre contre les violences faites aux femmes

Soyons le 23 novembre à Nantes à 18H30 - Place du Bouffay

Cet appel s'inscrit dans le cadre de l'appel national pour le 25 novembre du Collectif National pour les Droits des Femmes rassemblant largement associations, organisations syndicales et politiques (dont PCF, Gauche Anticapitaliste, PG, Gauche unitaire, les Alternatifs...)

En bref



Concurrence déloyale

Des rapports du ministère du Travail à la Commission de lutte contre le travail illégal révèlent la fraude : la France compterait aujourd'hui entre 220.000 et 330.000 salariés européens à bas coût (10 fois plus qu'il y a quatre ans), employés sous contrat avec des entreprises de leur pays d'origine mais qui ne respectent pas toujours le salaire minimum. Pourtant, si la fameuse Directive Bolkenstein a bien été transposée en 2007 dans le droit français, elle fut assortie de gardes fous : les entreprises françaises peuvent faire appel à des prestataires de services étrangers - les cotisations sociales sont alors versées aux conditions du pays d'origine - mais doivent les rémunérer au salaire légal français !

Non au facholicisme !

Lors de la manifestation organisée dimanche dernier contre le mariage pour tous à l'appel de l'officine catholique intégriste Civitas, des nervis d'extrême-droite ont attaqué et roué de coups des militantes de l'association Femen et des journalistes. « Aimez-vous les uns les autres... »

Arrêtez le massacre des Palestiniens !!!

Des dizaines de Palestiniens tués, des centaines blessés depuis mercredi 14, hommes femmes et enfants. Des bombardements extrêmement intenses, (la BBC a totalisé 300 frappes aériennes en 24h, soit une toutes les 5 mns). Cela doit cesser ! A l'initiative du Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme, plusieurs ONG de défense des droits de l'Homme ont appelé de leurs vœux une session spéciale du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies.

Dépassements d'honoraires...



Lire : Requiem pour chambre seule

Vient de paraître le plus récent ouvrage de notre camarade Jean-Claude Lamatabois. Ce "Requiem" : 60 pages augmentées d'une postface remarquable de Jean-Roger Geyer. **L'ensemble est précieux**, nouveau par rapport aux livres qui traitent de la nature, de la mer surtout, de la famille, des camarades. Maintenant, il rend compte des souffrances dues à un cancer multiple, la nuit autant que le jour, « le tour du monde de l'horreur », les divagations et les visions cauchemardesques d'un irradié par les essais criminels de l'arme atomique. Sachons reconnaître, outre la torture physique et morale, **la valeur stylistique de cet écrit pour exprimer une ardente conscience pacifiste apte à alimenter de nouveaux et de nombreux lecteurs.**

Edition Ixcea, 7€

R.A

Jean-Claude LAMATABOIS

Requiem
pour chambre
seule

6

Culture, idées

Théâtre

La compagnie nantaise, le **Théâtre d'Ici ou d'Ailleurs** vous invite à découvrir ses créations dans le cadre du festival « En plein cœur du Théâtre d'Ici ou d'Ailleurs » qui aura lieu à la salle Vasse, 18 rue Colbert à Nantes du Jeudi 29 Novembre au Samedi 1er Décembre 2012.

Porteuse d'une forte dimension citoyenne, la compagnie a été créée dans la volonté de lier l'artistique aux faits de société. Le chant, la danse et la musique font partie intégrante de ses spectacles. Elle pioche ses influences au cœur de la littérature, des voyages et des rencontres humaines et aborde entre autres la culture tzigane à travers ses chants et son histoire. Les spectacles Gadji et A ciel ouvert permettent ainsi de mettre en lumière une culture et un peuple souvent oubliés et discriminés.



Gadji !

Vendredi 30 novembre et samedi 1er décembre à 20h30

Le campement d'Angéline est un terrain boueux où elle vit, entourée de ses fils, leurs femmes et leurs enfants. Un jour, ils voient débarquer Esther, une «gadji». Bibliothécaire, elle veut lire des livres à ces enfants qui n'en ont pas. Sans enjoliver une réalité tour à tour drôle, cruelle, vivante, ce spectacle, sans concession est joué, chanté et dansé.

A ciel ouvert

Jeudi 29 novembre à 20h30

Françoise, Jean-Pierre, André, Gisèle et d'autres passionnés débattent sur la question des Roms, oscillant sur un fil fragile entre compassion et surprotection, rigolades et révoltes. Au fil de leurs questionnements, on entre dans l'histoire, du génocide du peuple tzigane à la résistance en 39-45, de l'esclavage des Roms à la situation actuelle.

A noter, Le samedi 1er Décembre, la compagnie vous propose, à 17H30, entre ses deux spectacles, un débat sur le thème de "la mémoire tzigane".

Réservations au 06.62.87.19.48
Tarifs : plein: 12€, réduit: 8€. Forfait 2 spectacles du samedi: 18 €

Festival des 3 continents 2012

Du mardi 20 au mardi 27 novembre 2012, se déroule la 34^e édition du Festival des 3 Continents qui porte un focus sur la société de production Milkyway Image, fondée en 1996 par les réalisateurs hongkongais Johnnie To et Wai Kafai.

Depuis 34 ans, le festival des 3 Continents investit les salles obscures nantaises pour y apporter les lumières du Sud. Chaque année, le goût de la découverte, des rencontres et, surtout, l'amour du cinéma réunit spectateurs nantais et professionnels du monde entier.

Hou Hsiao-hsien, Souleymane Cissé, Jia Zhang-ke, Diego Lerman ou Pablo Trapero y ont été découverts. Wang Bing, Abbas Kiarostami, Brillante Mendoza y ont présenté leur film. En 2012, le festival des 3 continents propose un focus sur la Milkyway Image, une société de production cinématographique à part.

À l'image des films de ses fondateurs, elle donne naissance à des œuvres variées, éclectiques et audacieuses, qui vont du "Teen movie" au thriller, en passant par le polar. Des productions qui ont en commun un petit grain de folie et un grand amour du cinéma.

Le festival rend hommage au réalisateur, Shinji Somai, décédé en 2001. À travers une rétrospective intégrale de son œuvre, le public est invité à redécouvrir celui qui a marqué le cinéma japonais des années 80 et 90.

À l'occasion du vingtième anniversaire de sa disparition, le festival rend également hommage à Serge Daney, lié au festival depuis sa création. Hommage est rendu à cet amoureux du cinéma à travers une sélection de films qu'il a aimé et remar-



qué.

Cette année, la sélection officielle comprend une dizaine de films récents et significatifs, n'ayant pas fait l'objet d'une sortie française, ou des films du patrimoine mondial.

La programmation transversale et internationale s'attache à réfléchir et à pointer la capacité d'invention du cinéma (fiction, documentaire, expérimental, cinétract) dans son rapport à la politique à travers des œuvres emblématiques.

Et toujours en 2012...

- **Ouverture du Festival** dès le mardi 20 novembre en soirée, au Grand T avec la Cérémonie officielle, et dans une salle du Katorza avec le lancement de la Compétition internationale
- **Clôture de la Compétition** le lundi 26 novembre avec annonce du palmarès 2012
- **Reprise des films primés** le mardi 27 novembre
- **Une Sélection officielle** s'ouvrant aux films de genre et au numérique, des retrouvailles avec le patrimoine, et même des vidéos...

Le Pass Journée, proposition de la billetterie 2012.

Pratique :

Où acheter des billets?

À partir du 20 novembre 2012

3 Continents Café - Espace international Cosmopolis, Passage Graslin

Les lieux du festival

À Nantes : Le Katorza, le Bonne Garde, le Cinématographe, le Concorde, le Gaumont, le Grand T, la Cité Internationale des Congrès à Nantes. **Mais aussi** à la Turballe (Cinéma Atlantic), au Pouliguen (Cinéma Pax) et à Saint-Nazaire (Salle Jacques Tati/Théâtre Scène Nationale de Saint-Nazaire).

Le Protectionnisme ?...sans tabou.

Avec les textes de cette collection, Le Monde diplomatique et les Liens qui libèrent mettent à la disposition du grand public, sous forme d'un petit livre à prix modique (6,80 euros), plusieurs articles publiés dans le mensuel.

Dominique VIDAL coordonne les textes de cinq auteurs qui apportent un éclairage historique, théorique, et polémique sur « un mot qu'on n'aime pas, qui garde une connotation péjorative ».

Au début était l'Histoire... il est piquant de souligner que les deux puissances anglo-saxonnes (la Grande-Bretagne et les Etats-Unis) censées être les bastions du libre-échange, ont utilisé le plus agressivement les protections tarifaires pendant des siècles afin d'acquiescer leurs positions économiques dominantes au cours du XIX^e siècle.

De 45 à aujourd'hui, via « la sainte trinité » - FMI, Banque mondiale, et OMC- l'idéologie néo-libérale s'est imposée dans les échanges internationaux. Le dogme des vertus du libre échange sensé profiter à tous (« la mondialisation heureuse ») triomphe grâce à un appareil économique-politico-idéologique : l'emprise sur les gouvernements, les positions de pouvoir dans les universités (enseignement de l'économie), y compris dans la réflexion collective des syndicats ou des partis politiques. **La censure du débat économique est continuelle.**

Ce que certains présentent comme le plaidoyer de **Karl Marx** en faveur du libre échange (1848), ne se comprend que par rapport à un contexte historique. On évoque **Keynes** (1936), mais sans rappeler ses sympathies pour le protectionnisme. **Maurice Allais** seul français prix Nobel d'économie, fut interdit de tribunes dans le Figaro comme dans Le Monde après qu'il s'en soit pris à la foi libre-échangiste.

Toute une propagande rend les mots « frontières, régulations, barrières douanières... », synonymes de repli sur soi, d'égoïsme, de nationalisme, interdits aux hommes de progrès. Dans leur Manifeste pour une gauche moderne, les Gracques- énarques proches du parti socialiste- peuvent asséner en 2007 : « La gauche doit dire haut et fort que la mondialisation est un progrès...La gauche moderne est hostile à toutes les formes de protectionnisme, lequel n'a apporté au mieux que le déclin, et au pire la guerre...La gauche encourage la libre circulation des biens, des capitaux, des services et des personnes. ». **Tout cela est totalement compatible avec « la concurrence libre et non faussée » des traités de l'Union européenne.** Les auteurs montrent que les échecs répétés de toutes les tentatives pour construire une « Europe sociale », grande illusion des socialistes et des écologistes, nécessitent « des mesures



pénalisant les stratégies de dumping social, fiscal et écologique », sinon la loi du moins-disant s'impose. **De plus la combinaison du libre-échange et de la rigidité monétaire de l'euro conduisent les entrepreneurs sur la pente de la main d'œuvre clandestine. C'est pourquoi la question du protectionnisme doit être au plus vite un point central d'un débat public sans tabous.**

75 millions. Les députés ont voté mardi 13 novembre une augmentation de la dotation de développement urbain. La DDU passera de 50 à 75 millions. "Les crédits nécessaires seront dégagés à partir de la mission « Provisions », gérée directement par le ministère chargé du budget. Cette mission permet de subvenir à des besoins urgents qui peuvent être dus, par exemple, à une catastrophe naturelle, à des problèmes inattendus en matière de santé publique ou, en l'espèce, à la solidarité entre territoires. Le groupe GDR a voté cet amendement qui, pour François Asensi, "va aider les villes en grande difficulté, notamment Sevran mais pas seulement. Il faut dire que l'on peut trouver l'argent ailleurs. Il y a des villes riches, et même des villes très riches.

« [...] Ce texte pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses dans de nombreux domaines. » Les sénateurs du groupe crc prennent acte du rapport de la commission de rénovation de la vie publique. Ils notent d'emblée que ce texte pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses dans de nombreux domaines. Ils ont regretté dès la constitution de la commission l'absence de pluralisme et la limitation des consultations. Des pistes intéressantes sont tracées en matière de limitation ou cumul des mandats, de contrôle et limitation des conflits d'intérêts... Mais une réforme profonde de nos institutions n'a pas été à l'ordre du jour de la commission, alors qu'une grande majorité de nos compatriotes aspirent à une profonde rénovation de la vie politique.

Au cœur des collectivités

Mariage pour tous : un progrès largement attendu.

Véronique Mahé, conseillère régionale et conseillère municipale de St Joachim

En France l'homosexualité a été assimilée à un délit jusqu'en 1982 et n'est sortie du registre des maladies mentales qu'en 1992. Notre pays est aujourd'hui à la traîne de nombreux états européens autorisant depuis plusieurs années le mariage aux couples de même sexe et souvent l'adoption. Bon nombre de combats politiques ont été menés pour la légalisation du mariage homosexuel. En 2006, 2008 et juin 2011 des propositions de loi visant à institutionnaliser le mariage pour toutes et tous ont été présentées par des parlementaires de gauche. **Malheureusement, alors même qu'une majorité de Français se déclarent favorables à une telle réforme, toutes ont été refusées. Je me félicite donc des avancées que la nouvelle majorité acte avec ce projet de loi.** C'est une étape importante pour l'égalité et l'émancipation de toutes les personnes quelle que soit leur orientation sexuelle. Autoriser le mariage civil entre couples du même sexe c'est tout simplement leur offrir la même liberté de choix qu'aux couples hétérosexuels.

La reconnaissance du mariage homosexuel permet également de prendre en compte la réalité de l'homoparentalité. Soyons honnêtes, l'homoparentalité ne va pas être « inventée » par cette nouvelle loi. Entre 40 000 et 50 000 enfants sont élevés dans des familles homo parentales, la filiation de ces enfants n'est reconnue que vis-à-vis d'un des deux adultes qui les élèvent. Offrir la possibilité aux homosexuels d'adopter l'enfant de leur conjoint, c'est refuser de donner à ces enfants un statut de citoyens de seconde zone et leur accorder ce que chaque enfant mérite : une famille reconnue par la loi, des droits et des garanties. **Évidemment, face à cet incontestable progrès humain, les forces obscurantistes se réveillent. Entre conception patriarcale de la famille et propos homophobes, nous assistons à un déversement de haine et de propos plus nausé-**

bonds les uns que les autres. Certains s'arrogent le monopole de la défense de la famille au prix d'invectives et d'outrances, restreignant le mariage à une simple visée procréatrice. Le climat qui entoure ce projet de loi est porteur des mêmes préjugés, de la même intolérance, de la même hostilité qu'il a fallu affronter lors du vote de la loi Veil autorisant l'IVG.

Ce combat n'est pas celui d'une minorité mais celui de tous les progressistes, c'est un combat pour l'émancipation humaine : voilà ce qui dérange une partie de la droite réactionnaire. **Nous nous sommes inscrits depuis très longtemps dans ce combat et les parlementaires du Front de Gauche en ont été des défenseurs infatigables.** Mais il y aura un sentiment d'inachevé si nous n'allons pas au bout de cette égalité des droits qui est un principe républicain. Une autre lutte nous attend pour atteindre, entre autres, le droit à la procréation médicalement assistée. En effet, le désir d'enfant est naturel et le droit essentiel de fonder une famille ne doit plus être limité par une discrimination édictée sur l'orientation sexuelle. C'est une question d'égalité en droits, en devoir et en dignité.



En bref

Proposition de loi relative à l'énergie :

La Proposition de loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et qui a fait l'objet d'un vote de rejet par le Sénat, a été redéposée pour une seconde lecture sur le Bureau de l'Assemblée nationale. **Le groupe communiste au sénat a exprimé un vote négatif considérant que le texte proposé était porteur de lourds dangers pour l'avenir du service public de l'énergie.** Le 30 octobre dernier, lors de l'examen de ce texte en séance publique au Sénat, Madame la Ministre s'était engagée à tenir compte des débats parlementaires et à proposer aux sénateurs et aux députés « les plus impliqués sur le sujet, une réunion dans les prochains jours, en vue de rechercher les voies d'un compromis ». Or, à ce jour aucune concertation n'a été organisée si ce n'est, une réunion de travail limitée aux seuls parlementaires socialistes. Les sénateurs du groupe communiste républicain et citoyen de la Commission des Affaires économiques ont été très surpris par cette méthode de travail qui évince une partie non négligeable des collègues de la majorité de gauche. Dans ces conditions, ils attirent l'attention de la ministre sur la nécessité de prendre les mesures nécessaires afin de permettre une concertation associant les sénateurs du groupe CRC siégeant au sein de la Commission des Affaires économiques. Enfin, à deux jours du début de la trêve hivernale, les sénateurs du groupe CRC sont très inquiets de l'attentisme du gouvernement, qui ne prend pas par voie réglementaire, comme il en a la compétence, les mesures nécessaires à la généralisation de la trêve hivernale et à l'élargissement des bénéficiaires des tarifs sociaux.

Aide aux plus démunis :

Le vendredi 23 novembre prochain, l'Union européenne devrait statuer sur l'avenir du Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD). Voté en 1987 ce programme historique d'aide alimentaire européenne coûte seulement 1€ par Européen et par an, et permet - depuis plus de 25 ans - d'assurer les besoins vitaux alimentaires de plus de 18 millions de personnes en grande difficulté. En cette période de crise économique aggravée où la flambée des prix agricoles et des prix à la consommation rendent inaccessibles à des dizaines de millions d'Européens des produits alimentaires de première nécessité, **la disparition du PEAD n'est pas à exclure. Cette menace est intolérable. En France, la refonte du PEAD signifierait 130 millions de repas en moins en un an** pour notamment les quatre associations qui sont la Fédération française des Banques alimentaires, le Secours populaire, la Croix-Rouge et les Restos du coeur ; mais aussi pour les milliers d'autres associations qui agissent localement. Ce qui représente 23% à 50% de l'aide du PEAD pour la distribution des denrées alimentaires. Comment cette Europe qui se donne pour objectif la réduction de 20% de la pauvreté d'ici 2020, pourrait-elle acter la suppression du PEAD ?

L'ambition à gauche !

Couëron



Alors que dans les prochaines semaines le Conseil Municipal de la commune engagera son débat sur les orientations budgétaires pour 2013, le dernier bulletin municipal a été l'occasion pour le

groupe communiste et républicain de faire le point sur la **mise en œuvre du programme pour lequel les couëronnais ont élu l'équipe d'union de la gauche.** Les élus ont rappelé leur détermination à agir pour son aboutissement et pour l'amélioration des services publics communaux ou communautaires. Les élus sont revenus sur la préparation du budget 2012, où le conseil municipal avait unanimement dénoncé les politiques auxquelles ils étaient confrontés et qui se traduisaient par une baisse du pouvoir d'achat du « panier du Maire », liée au gel des dotations, à la réforme de la taxe professionnelle, aux frais financiers ...

« Allait-on combler les déséquilibres par l'augmentation des impôts de nos concitoyens ? Le gouvernement voulait faire des collectivités le bras armé du siphonage du budget des ménages. Nous nous y sommes opposés » rappelle ainsi le groupe communiste et républicain. **Alors qu'aujourd'hui le changement de majorité a eu lieu, ils jugent que « le volet « Changement maintenant » se perd trop souvent dans les pas du gouvernement précédent. C'est le cas pour le TSCG qui installera l'austérité à perpétuité. Il détruira de grandes avancées sociales et altérera la démocratie sans permettre de sortie de crise.** Il accentuera le chômage et nous installera dans une récession durable comme le montre l'impact des mesures prises en Grèce ou en Espagne» **Les communistes ne tombent pas dans le piège de la résignation et n'entendent pas rester spectateur ou parier sur l'échec de la gauche.** Au contraire ils veulent agir pour un rassemblement large et offensif, pour lequel les électeurs couëronnais ont exprimé leur adhésion dans une perspective de progrès social.

Nantes, « capitale verte » et solidaire !



Lors d'une récente intervention les élus communistes et républicains de Nantes ont développé leur approche sur la distinction « Nantes, Capitale verte ». Cette distinction ont-ils souligné porte sur l'action publique vers un développement durable, respectueux de l'environnement et une qualité de vie au quotidien. **Pour les élus elle permettra de mieux faire connaître et partager ces bonnes pratiques déjà engagées dans la métropole. C'est le cas avec la politique en matière de transports en commun et la récente ouverture de lignes chronobus qui en témoigne. Comme dans le cas également de quelques grands services publics d'agglomération comme l'eau, l'assainissement, les déchets** où les communistes ont été moteur de cette dynamique

Au-delà de la reconnaissance du travail déjà effectué cette distinction permet surtout de développer des perspectives ouvertes sur les politiques publiques urbaines, en particulier s'agissant des « trames vertes et bleues », de la place de la Loire ou encore de la forêt urbaine. « C'est une reconnaissance et une invitation à aller plus loin encore dans cette action publique » insistent les élus. La dimension citoyenne se révèle donc essentielle, car c'est avant tout, avec et pour les citoyens que se mène toute action publique.

Dans ce cadre les communistes ont également fait valoir l'impératif de solidarité pour construire une ville véritablement durable, regroupant tous les acteurs autour d'une vision commune. La distinction, « Nantes, capitale verte », apparaît donc à la fois comme une récompense des efforts menés et comme une occasion de développer et parfaire le développement des politiques publiques en faveur des habitants et de leur environnement.

Ouvrons-là

Le Mouvement Jeunes Communistes de Loire Atlantique à le plaisir de vous inviter au Banquet d'hiver de la JC



Il se déroulera le **vendredi 14 décembre 2012 à 19h**, à la fédération du Parti, 41 rue des Olivettes. C'est pour nous un moment important car il marquera la fin de l'année 2012 qui a vu de grands bouleversements politiques et sociaux se produire : Tout d'abord, la **chute de Sarkozy** et de son infâme politique, chute à laquelle les jeunes et la JC sont fiers d'avoir contribué en mobilisant toujours plus largement la jeunesse pour résister à la destruction de notre avenir par les lois libérales à l'université et la précarisation grandissante de la jeunesse. **La progression sans précédent du chômage chez les jeunes**, en France et en Europe : 52% des moins de 25 ans sont privés de travail en Espagne. En France, les nouveaux contrats sont aux trois quart des contrats précaires, et l'horizon du premier emploi stable a reculé de 2 ans en 2012 pour s'établir à 29 ans. L'arrivée au pouvoir des sociaux-démocrates et de leurs changements qui se font attendre. Les jeunes communistes ne sont pas de ceux qui se satisfont des mesures d'austérité du gouvernement comme les contrats d'avenir qui subventionnent la précarisation de la jeunesse. Nous y opposons une véritable ambition pour les jeunes : **un statut social du jeune travailleur en formation** qui arrache des mains du capital nos besoins essentiels et qui conquière de nouveaux droits démocratiques. **Ce banquet fraternel sera l'occasion d'échanger entre militants jeunes et moins jeunes sur l'immense chantier de conquête sociale qui nous attend.** Cette année, plus de 40 jeunes ont rejoint la JC et l'UEC ! **Faisons de ce banquet un grand moment pour démarrer l'année 2013 et pour soute-**

L'activité

Rencontre entre Pierre LAURENT et les nouvelles et nouveaux adhérents



Nicolas CARREY, nouvel adhérent de la section de Saint-Nazaire s'est rendu à la rencontre, il nous livre son témoignage :

RALLUMONS LES ETOILES !

Place du Colonel Fabien, c'est ici, au siège du Parti Communiste qu'a eu lieu, ce samedi 10 novembre, l'accueil des nouveaux adhérents. 400 des

6500 nouveaux adhérents se sont retrouvés dans ce bâtiment, que dis-je, ce chef d'œuvre conçu par Oscar Niemeyer. J'ai été extrêmement touché par l'accueil chaleureux et fraternel du Parti Communiste Français. Nous avons visité les lieux de la terrasse, où nous avons pu contempler le tout Paris, jusqu'au sous-sol. Ensuite, nous avons échangé avec Pierre Laurent, sénateur de Paris et Secrétaire national du Parti Communiste quant à notre choix d'adhérer au parti. "Oubliez tout ce que vous pensez savoir. Vos grilles de lecture sont périmées, nous enterrons l'enterrement du parti communiste" lança Pierre Laurent aux journalistes invités pour l'occasion. J'ai ressenti à ce moment précis bonheur et fierté. Le ton était donné. C'est un nouvel élan pour le parti communiste, une nouvelle jeunesse. Echange, partage, humanisme et solidarité sont les mots d'ordre. L'homme n'est rien sans partage ni humanisme." Il est grand temps de rallumer les étoiles" (Guillaume Apollinaire). Je suis fier d'appartenir à cette grande famille humaniste. Je suis communiste, et ça fait du bien.

Une autre rencontre à la fédération

Les moyens de communication moderne ont permis de **retransmettre la rencontre entre Pierre LAURENT et les nouveaux adhérents en direct à la fédération.** Avec beaucoup d'attention et d'intérêt, plusieurs nouveaux membres du Parti communiste français ont suivi l'initiative sur grand écran. Dans une ambiance attentive, studieuse et chaleureuse, les participant(e)s ont eu l'occasion de mieux connaître leur parti, ses idées et ses objectifs politiques. Ils ont aussi pu rencontrer d'autres nouvelles et nouveaux camarades du département, discuter des raisons et des motivations de leur engagement politique. Comme des milliers d'autres dans toute la France, ils peuvent dire que « ça fait du bien d'être communiste ». C'est le sens d'une campagne d'affichage lancée par le Conseil national dont l'affiche parviendra bientôt en Loire-Atlantique. Pour cette campagne, nous pourrions compter sur de nouvelles et nouveaux afficheurs.



Vite lu...

PROBLÈMES DE CALCUL



« Nouvelles de Loire Atlantique »
 Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
 Commission paritaire : N° 0315 P 11519
 Imprimerie : IMPRAM Lannion
 Composition : Publihebdos Locminé
 Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
 NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
 Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
 e-mail : redac.nla@orange.fr
 Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
 Marie-Annick BENÂTRE
 Pedro MAIA
 Jean-Yves MARTIN
 Yann VINCE
 Mireille PERNOT
 Robin SALECROIX
 André MAURICE



Banquet d'hiver 2012 de la JC le vendredi 14 décembre :

Je participe au banquet d'hivers de la JC en réservant : _____ places
 Nom : Prénom :
 Tel :

Participation :

De chacun selon ses moyens : 10 € par personne (5 € pour les jeunes, précaires, petites pensions)
 ... à chacun selon ses besoins : un bon repas fraternel entre camarades !
 A renvoyer à : MJCF, 41 rue des Olivettes 44000 Nantes (chèque à l'ordre du MJC 44)
 Nous contacter : jeunescommunistes@gmail.com 06 16 24 71 54

L'agenda

- Samedi 24 et dimanche 25 novembre** : Fête de l'Humanité Bretagne au parc des expositions de Lorient.
- Mardi 27 novembre** : Réunion du Conseil départemental à 18H30 à la fédération.
- Mercredi 28 novembre** : Echange de congrès : la crise et son issue en question en présence d'Yves Dimicoli à 18h30 à la fédération
- Mercredi 5 décembre** : Réunion publique sur la dette et l'austérité organisée par le CAC44 sud loire vignoble à 20H30, salle du Seil à Rezé.